

La vie à Nanterre en 1968



Je suis arrivé à la faculté de Nanterre en octobre 1966. La faculté de droit et sciences économiques de la rue d'Assas était interdite aux militants de l'UNEF, les fascistes du mouvement Occident y faisant régner la terreur. Le premier contact avec la nouvelle faculté quand on arrivait par la gare SNCF de Nanterre-la folie, était assez étrange : des escaliers provisoires surplombaient les voies et permettaient de voir les bâtiments inachevés de l'université entourés de bidonvilles. Ce cadre différent du quartier latin qui représentait la vie étudiante à l'époque, nous le partageons en vivant dans une cité universitaire de 1 500 résident-es pour 10 000 étudiant-es. Il fallait rendre ce cadre vivable et développer les occasions de se rencontrer et de vivre ensemble. L'UNEF et l'Association des résidents de la cité universitaire de Nanterre, l'ARCUN, s'y employaient.

Dans ce contexte, la séparation entre les bâtiments des filles et des garçons, sans possibilité de libre circulation, était insupportable. Le ciné-club, les conférences, les bulletins de la JCR sur la sexualité, l'art, Cuba, le VietNam ou l'autogestion en Algérie étaient l'occasion de rencontres et de discussions passionnées. La guerre des six jours fut un moment fort de débat.

Les jeudi de cette année 66-67 étaient régulièrement ponctués par la visite de commandos d'Occident armés de barres de fer. La riposte a été un formidable creuset pour nouer des rapports collectifs : il fallait se faire confiance. Un noyau d'une petite centaine de militants s'est ainsi constitué par le débat politique et l'union anti-fasciste. Et aussi par la démarche d'aller vers le bidonville. Nous savions confusément que les travailleurs algériens avaient soutenu le FLN, qu'ils étaient en dehors de l'univers syndical et plus dépourvus que les autres travailleurs. La ville de Nanterre était administrée par le Parti Communiste qui influençait une fraction importante des ouvriers (les usines étaient nombreuses) mais également des artisans et des commerçants.

Qui étions nous ?

Une génération d'après guerre dont les familles avaient été marquées par la guerre et la décolonisation, ce qui nous rendait exigeants en matière d'égalité et critiques par rapport au discours gaulliste. Pour la plupart d'entre nous, nos parents avaient été au lycée. Nous étions ces « héritiers » évoqués par Pierre Bourdieu. Il faut ajouter que les enfants d'ouvriers et d'employés étaient

d'autant moins nombreux que la faculté recrutait ses étudiants parmi les habitants de la banlieue ouest.

L'UNEF avait 700 adhérents et l'extrême gauche, toutes tendances confondues, ne devait pas regrouper plus de 80 militants. La lutte politique était largement initiée par les anarchistes et la JCR. Depuis le mois de novembre 1967, l'idée courait de réintroduire la violence dans les luttes politiques comme l'avaient fait les ouvriers au Mans.

Le déclencheur du 22 mars

Le Comité VietNam National réunissait des intellectuels comme Laurent Schwartz et des militants de gauche solidaires

des combattants vietnamiens qui demandaient plus que le simple soutien que proposait le PC. Une manifestation avec bombage de l'American-Express s'est soldée par l'arrestation de Xavier Langlade puis de quatre autres militants du CVN.



Un conseil de la faculté inhabituel, le 22 mars.

Xavier était un militant reconnu : il dirigeait le SO de la JCR et de l'UNEF à Nanterre. Aussi son arrestation va nous amener à essayer de mobiliser les étudiants en intervenant le 22 mars dans les cours et en bombant dans les halls de la faculté de lettres. Une AG se tiendra vers 17 heures, regroupant 4 à 500 personnes dans un amphi du bâtiment A, pour demander la libération des militants arrêtés. La proposition d'occuper le bâtiment administratif sera retenue et le soir, vers 20 heures, une

bonne soixantaine d'étudiants vont monter l'escalier du bâtiment administratif. La montée est lente (petite bousculade avec les appareils) et de ce fait nous nous retrouvons une petite centaine dans la salle du conseil de la faculté. L'objectif est la libération de nos camarades. Nous apprenons assez vite que Xavier a été libéré. Il y a un certain flottement sur l'attitude à avoir dans ce centre symbolique du pouvoir. Des discussions politiques vont donc s'engager sur : capitalisme et luttes ouvrières ; université critique ; luttes anti-impérialistes et dans les pays de l'Est...

Un appel est rédigé pour débattre de ces points et approuvé par 142 voix, d'où le premier nom du mouvement : les 142. Cette réunion se déroule dans un climat assez détendu. Un résident de la Cité universitaire veut faire une collecte pour que les étudiants achètent des casques pour se protéger... Il reviendra ultérieurement avec cette proposition lors de chaque assemblée générale !

D'une journée comme les autres naquit un mouvement qui va modifier la façon de faire de la politique et de vivre au quotidien. Nous avons conjugué l'action collective et le souci d'apparaître comme des acteurs de nos vies... ■

ALAIN LENFANT, UN DES 142.



Alain Lenfant.